

Déclaration à la presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Jerzy Buzek, Premier ministre polonais sur les relations franco-polonaises et l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne, Paris le 19 septembre 2000.

LE PRÉSIDENT - Avant de laisser la parole au Premier ministre, je voudrais simplement dire ma joie de le savoir à Paris, de l'avoir reçu à cette occasion. Il s'agissait naturellement d'un entretien qui a porté à la fois sur les problèmes de l'adhésion à l'Union européenne et sur les problèmes bilatéraux.

Sur le plan bilatéral, les relations entre la Pologne et la France sont dans tous les domaines, politique, culturel et économique, parfaites et nous sommes très fiers que la France soit maintenant le premier investisseur étranger en Pologne. Plus généralement, notre amitié repose sur un socle ancien, que rien ne peut mettre en cause et qui conduit naturellement la France, pendant sa Présidence, à tout faire pour soutenir l'adhésion de la Pologne dans les conditions que celle-ci souhaite.

J'ai confirmé au Premier ministre la volonté de la France de faciliter les choses à la Pologne et de faire en sorte que les ambitions de la Pologne soient satisfaites. J'ai dit au Premier ministre combien l'Europe et la France, en sa qualité de Président, appréciaient les efforts très importants développés, notamment depuis quelques mois, par la Pologne pour remplir ses obligations en matière d'adhésion. Et, en conclusion, j'ai fait part au Premier ministre de ma confiance dans l'issue de cette négociation et de mon espoir que la Pologne ne soit en aucun cas déçue.

Je vous laisse le Premier ministre pour ses commentaires parce que je dois recevoir le Premier ministre italien. Mais je profite de cette occasion pour lui redire toute l'amitié très profonde et très sincère de la France, de son peuple et aussi de ses dirigeants, pour la Pologne, et je le remercie chaleureusement de sa visite.

M. Jerzy BUZEK - Je vous remercie chaleureusement, Monsieur le Président, et très vivement de l'accueil et des paroles très favorables à l'adresse de tous les Polonais.

C'était un entretien très important pour la Pologne mais aussi important dans le contexte européen. Nous avons évoqué le passé de l'Europe, son avenir, l'élargissement. Les Polonais, dans le passé, pouvaient compter sur la France, par exemple, il y a 20 ans, au moment où naissait le mouvement Solidarnosc.

Aujourd'hui, la situation est la même. Nous avons des intérêts communs, des intentions communes quant à l'Europe, quant à notre avenir, quant à notre activité future au sein de l'Union européenne. Ceci ne concerne pas uniquement l'agriculture française et polonaise, mais également beaucoup d'autres domaines, où nous pourrions prendre des décisions communes. Par exemple, la privatisation de l'industrie d'armement en Pologne et la coopération de ces branches, française et polonaise.

Mais ce qui est le plus important c'est le fait que le Président ainsi que le gouvernement français ont confirmé la possibilité de l'adhésion de nouveaux membres à partir de 2003. Ils se sont montrés également disposés, prêts à rédiger le paquet des principaux problèmes politiques afin que, sous la Présidence suédoise dans la première moitié de 2001, ces principaux problèmes politiques puissent être résolus et pour que l'adhésion de nouveaux membres -ce qui a été

confirmé par les Français- et surtout de la Pologne, puisse être possible à partir du début de 2003.

Nous avons aussi été très sensibles à l'opinion exprimée par les Français de l'évaluation de nos préparatifs. Le Président a mis l'accent sur les derniers mois où la Pologne a accompli un grand saut qualitatif quant à l'harmonisation du droit polonais avec le droit communautaire et tous ces éléments-là modernisent la Pologne. Tous ces éléments nous ouvrent de nouvelles chances dans l'Union européenne.

Voilà les principales conclusions à tirer de notre entretien. Nous avons également parlé de problèmes bilatéraux, surtout de la coopération économique. Le Président s'est montré très intéressé par ces sujets et il assure en quelque sorte le patronage des diverses démarches, des diverses actions. Nous avons également parlé du secteur agricole. Nous bénéficions d'un soutien très, très fort de la France surtout quant à la création des institutions qui, dans l'avenir pourraient nous aider à moderniser et à transformer ce secteur.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez évoqué la collaboration entre industries d'armement. Il faut pourtant constater que les industriels français qui se rendent en Pologne souvent sont déçus par le silence et ne reçoivent pas de réponses, ne voient pas de réactions à leurs propositions.

M. Jerzy BUZEK - Le Parlement vient d'adopter un amendement à la loi qui concerne ce domaine. Nous avons préparé un plan de commandes de la part de l'armée polonaise pour ces entreprises. Donc, maintenant, les cadres sont beaucoup plus clairs. Tout ceci fait que les mois à venir, les mois les plus proches, seront décisifs.